https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2352

Rencontres pour la démocratie à Gervans

- Actualité Evènements-Soutiens - Evènements -

Date de mise en ligne : samedi 26 avril 2025

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits réservés

Le 11 avril s'est tenu à Gervans dans la Drome une rencontre organisée par l'Assemblée communale.

Vous trouverez ci-dessous l'intervention de Michel Lamboley

Crise démocratique et partis politiques.

Dans l’article 4 de la constitution, les partis politiques sont la matrice de la démocratie représentative actuelle. La crise de régime que nous vivons, provient des dysfonctionnements des partis politiques qui ont dissout le peuple.

Tout d’abord il y eu 2007, sous la présidence du repris de justice Sarkozy. Le congrès, composé des représentants des partis politiques, s’est approprié le droit souverain, de démentir le peuple avec le traité de Lisbonne qui a remis en cause sa souveraineté donc la nation. Alors que le référendum sur la constitution européenne avait été rejeté 2 ans plus tôt, ses principales mesures ont été imposées au peuple 2 ans plus tard. Les partis politiques, membre du congrès, ont alors dissout le peuple, selon leur propre intérêt. Ils ont renversé la constitution qui stipule que la souveraineté appartient au peuple. La crise des partis politiques, qui ont amplifié le déni de souveraineté, s’est approfondie. Aujourd’hui, les partis en dehors du système représentatif de l’époque (RN et LFI) représentent 1/3 du parlement. Le mal nommé, « front républicain », implique de voter pour des partis qui ont renversé la souveraineté du peuple, ce qui interroge n’importe quel démocrate.

Ensuite, la corruption et le vice, ont envahi notre démocratie française. Quelque-soit leur bord politique, des représentants majeurs des partis à l’assemblée ne peuvent être considérés comme intègre à l’heure actuelle. Bien évidemment, de manière systématique, ils conspuent la justice lorsqu’elle rend des décisions contraires à leur intérêt, tandis que d’autres glosent sur la justice indépendante, jusqu’à ce qu’ils soient concernés. Or, tous oublient un détail, nos impôts les financent. Il est inacceptable que notre argent public soit approprié pour des raisons partisanes ou pires individuelles. Les partis sont les délégués du peuple, pas leur suzerain. L’intégrité politique est la matrice de la démocratie, sans elle, il n’existe qu’une république bananière. Dans ces affaires judiciaires, c’est donc au peuple de décider de l’éligibilité des citoyens concernés avec un référendum, et non une élection, qui doit trancher définitivement : Dans le cadre de l’usage de l’argent public, un citoyen peut-il se présenter s’il a été condamné par un tribunal ? C’est au peuple de décider.

Enfin, les institutions ont opéré une transformation du fonctionnement des partis politiques, qui les a conduits à devenir des écuries électorales. Ces parti -faction, sont minoritaires à l’heure actuelle et représentent moins de 1% de la population française. Ils ne sont plus des partis de masse, qui permettrait l’existence de débats dans la population. Ils ne jouent plus leur rôle de relai d’action politique, ils n’instruisent plus la population.

Du fait de leur faible nombre d’adhérents, leur financement dépend des résultats aux élections qui, à cause de la division administrative, sont devenues quasiment annuelles. Le citoyen est donc sans cesse sollicité pour des élections qu’il ne comprend parfois plus.

Aussi, d’une élection à l’autre, l’objet des partis politiques est de nourrir « les médias » par des slogans creux et vides de signification. Le débat cède alors la place à la polémique, ce dont raffole le milieu médiatique qui, on le rappelle, n’est en rien populaire. Plus grave, il n’informe plus, il crée de l’information qui s’apparente de plus en plus à de la propagande. Comme en janvier 2023, des éditorialistes de grands médias vont apprendre leur leçon à

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

l'Elysée. Les partis politiques sont alors complices des médias qui confisquent le débat citoyen au profit de brochettes d'experts autoproclamés, très bien payés pour des interventions, aussi imbéciles que prétentieuses. Les citoyens sont alors réduits à une opinion, ils ne sont donc plus souverains. Le système médiatico-politique, met à mal la souveraineté du peuple et la démocratie. Les partis politiques ne représentent plus le peuple, plus grave ils sont un danger pour la démocratie. Seul le peuple réunit peut rappeler cette règle constitutionnelle simple : le peuple est le souverain.

Néanmoins, le peuple est divisé, aveuglé, aliéné par la formidable entreprise de soumission quotidienne que des minorités partidaires et médiatiques exercent sur lui. Aussi il faut le reconstruire, des échanges comme ceux d'aujourd'hui, peuvent peut-être dépasser la polarisation des débats. L'échange en dehors du système médiatico-politique peut conduire à des accords de fonds. Les divisions superficielles pourrait-être abolies, lorsque le peuple en dehors du système, se réunit et dialogue.

Cette entreprise démocratique est indispensable, nécessaire, pour affronter les atteintes à notre souveraineté, qui s'exercent à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de notre pays. Ainsi les Usa n'ont jamais été nos amis, De Gaulle l'avait parfaitement compris, les Russes ne sont pas plus gentils comme en témoigne leur absence de démocratie. Devant la bascule du monde multipolaire, la chute vertigineuse des marchés financiers, le fédéralisme européen néolibéral s'est tétanisé, impuissant, ce qui montre à quel point les sacrifices qu'ont fait notre peuple lors de sa construction ont été dissout par une mécanique nébuleuse, qui ne sait qu'oppresser, comme en témoigne les ZFE. Nos seuls amis, c'est ceux qui sont à nos côtés lorsque le peuple français se lève.

Les enjeux futurs sont nombreux, complexes, dangereux, une chose est sûre, la mondialisation s'est terminée. L'oligarchie mondialiste est démentie, sa déclinaison européenne avec le marché unique, principale cause des délocalisations en France selon l'INSEE, aussi. Personne, ne pourra réfléchir à une nouvelle démocratie sans réfléchir sur le peuple et sa souveraineté. Le rapport au fédéralisme européen néolibéral s'imposera nécessairement dans cette réflexion quelque-soit le point de vue (droite ou gauche, localiste ou globaliste) que l'on propose. Dès 2024, devant cette situation une action « le référendum de souveraineté » qui vise à ce que l'expression de la loi en France ne soit plus soumise aux lois européennes est lancé. Cet appel fait l'objet d'une campagne soutenue par plusieurs associations et collectifs. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'une solution. Il s'agit d'un référendum d'initiative citoyenne que nous souhaitons relayer légalement, par l'intermédiaire d'un référendum d'initiative partagé, pour rappeler aux partis politiques que le souverain c'est le peuple.
Bien évidemment, puisqu'il concerne le champ politique, il concerne les listes citoyennes que nous soutiendrons pour relayer cette entreprise de démocratie parmi d'autres, mais qui de toute façon est déterminante. Nous ne sommes plus souverains, c'est un fait institutionnel qu'a construit patiemment l'oligarchie mondialiste française.

Ce référendum, n'est donc pas la solution politique mais le déterminant auquel le peuple doit répondre dans le cadre du renouveau démocratique que nous souhaitons tous. A cet égard, l'exercice démocratique de Gervan pourrait peut-être, ne sait-on jamais, devenir l'origine historique du réveil du peuple français.

Les enjeux politiques sont multiples, réchauffement climatique, monde multipolaire, marché unique européen, intégrité des élus et j'en oublie. Plutôt que la dictature et l'oppression, plusieurs collectifs, dont le nôtre, ont choisi la liberté et la démocratie pour y faire face. Contrairement au système nous ne craignons pas le peuple, au contraire, c'est en lui que nous devons trouver les solutions qui ouvriront un avenir à la descendance.

Nous en sommes sûrs, la démocratie et la liberté sont les principes autour duquel le peuple se reconstituera. Dès le 29 mai, date anniversaire du référendum de 2005, nous invitons tous ceux qui se sentent concerné par ce combat à initier des actions même minimes autour de la reconquête de notre souveraineté. Le peuple français ce n'est pas rien, c'est le peuple issu des Lumières, ce peuple réunit ne peut pas être vaincu.

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE